

**Conseil économique et social**

Distr. générale
25 septembre 2006
Français
Original: anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**

Session ordinaire de 2007
22 janvier-2 février 2007

**Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social****Note du Secrétaire général****Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Dominicains pour justice et paix (ordre des frères prêcheurs)	2
2. Indonesian Child Welfare Foundation	6
3. Centre international de recherche sur les femmes.	8
4. Collège international de chirurgiens	12
5. Transfert mondial de l'information	15



1. Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs)

(Statut consultatif spécial accordé en 2002)

Première partie – Introduction

Les Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) ont pour buts et objectifs : d'accroître la sensibilisation et de fournir des informations recueillies sur le terrain concernant les questions des violations des droits de l'homme et la promotion et la protection des droits de l'homme, particulièrement aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, l'accent étant mis sur les droits des minorités, la liberté de religion, la paix, les droits des femmes, les droits des enfants, la peine de mort, la discrimination raciale, l'administration de la justice, les personnes déplacées, le droit au développement, les droits des populations autochtones et la traite des êtres humains; d'appuyer, aux Nations Unies, les travaux et les activités de l'International Commission of Justice and Peace de l'Ordre des frères prêcheurs; de promouvoir la formation et l'éducation de ses membres en ce qui concerne les questions touchant les droits de l'homme et le système des Nations Unies traitant des droits de l'homme; de travailler, en collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales qui s'occupent aux Nations Unies de questions relatives à la justice, la paix et aux droits de l'homme, en se faisant l'avocat du respect des droits et des libertés fondamentaux des peuples du monde.

Deuxième partie – Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation des Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a fait des déclarations orales et écrites aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme, en mars-avril 2002, mars-avril 2003, mars-avril 2004 et mars-avril 2005, à Genève, ainsi qu'aux sessions annuelles de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en juillet-août 2002, juillet-août 2003, juillet-août 2004 et juillet-août 2005, à Genève. Dans nos déclarations, nous avons fourni des informations et traité des questions suivantes : la discrimination religieuse et l'intolérance religieuse, les droits des populations autochtones, l'impact humanitaire de l'imposition de sanctions, les droits des enfants, les droits de l'homme de la femme, les personnes déplacées, le droit au développement, les droits économiques, sociaux et culturels, l'impunité, la discrimination dans l'administration de la justice, la peine de mort, la discrimination raciale et la traite des êtres humains.

Grâce à sa présence continue à Genève, Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a pu suivre et participer aux réunions d'organes des Nations Unies tels que la Commission des droits de l'homme et la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Cela nous permet de réagir rapidement aux Nations Unies et de nous faire l'avocat des victimes de violations que nous font connaître nos membres travaillant sur le terrain. Notre organisation fournit également des conseils et des informations concernant la

situation des droits de l'homme aux délégations des États Membres présents à Genève.

Notre organisation accueille et organise, à l'intention de ses membres, des sessions d'orientation aux Nations Unies à Genève, organise des réunions et des sessions à Genève avec du personnel des Nations Unies et avec des délégations membres de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Notre organisation collabore avec d'autres ONG à la préparation de déclarations orales et écrites devant être présentées aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) rassemble également des informations que lui fournissent ses membres sur le terrain en ce qui concerne des questions telles que le droit au développement, la tolérance religieuse, les droits des populations autochtones et la peine de mort. Nous avons publié et soumis aux Nations Unies des rapports annuels sur nos activités (2002 à 2005); et nous avons distribué à nos membres des informations et des documents publiés par les Nations Unies pour qu'ils puissent les utiliser dans des institutions pédagogiques et autres dans leurs régions.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a également fourni des informations de première main aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme fondées sur le travail et la participation de nos membres, reçues de nos contacts dans le monde entier et d'autres institutions et organisations locales et nationales avec lesquelles nous sommes en contact.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a publié un bulletin annuel (2002, 2003, 2004 et 2005) contenant des informations sur sa participation aux Nations Unies, particulièrement aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs), en collaboration avec Franciscans International, a préparé un Manuel annuel des droits de l'homme qui a été utilisé par les membres de nos délégations aux cinquante-huitième, cinquante-neuvième, soixantième et soixante et unième sessions de la Commission des droits de l'homme. Les brochures décrivent le système des Nations Unies, le Haut Commissariat aux droits de l'homme et d'autres organes des Nations Unies chargés de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

En outre, les membres de Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) participent à des activités de promotion des Nations Unies dans leurs régions géographiques respectives : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Amérique latine et les Caraïbes et l'Amérique du Nord. Les membres de Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) ont fait des déclarations et ont organisé des ateliers sur les Nations Unies et le système des droits de l'homme dans leurs régions respectives.

Par l'intermédiaire de sessions de formation et la distribution de publications, Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a attiré l'attention de

ses membres sur les divers mécanismes des Nations Unies, tels que les traités, les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux et les experts indépendants.

Des membres de Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) ont assisté et ont participé, à Genève, aux sessions suivantes de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme :

- Cinquante-quatrième session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenue à Genève, en juillet et août 2002;
- Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, tenue à Genève, en mars et avril 2003;
- Cinquante-cinquième session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenue à Genève, en juillet et août 2003;
- Soixantième session de la Commission des droits de l'homme, tenue à Genève, en mars et avril 2004;
- Cinquante-sixième session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenue à Genève, en juillet et août 2004;
- Soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, tenue à Genève, en mars et avril 2005;
- Cinquante-septième session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenue à Genève, en juillet et août 2005.

La participation des membres de Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) aux réunions susmentionnées en 2002, 2003, 2004 et 2005 a consisté à présenter des déclarations aussi bien orales qu'écrites, en son propre nom et en coparrainage avec d'autres ONG; à organiser, en collaboration avec d'autres ONG, des sessions d'information sur ces questions; à mener des activités de plaidoyer au nom des victimes de violations; à participer à des sessions organisées par le Bureau de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme; à assister à des réunions organisées par des délégations d'États Membres et à leurs fournir des informations intéressant nos membres; et à accueillir et à informer les membres de notre organisation présents à ces réunions.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a, en collaboration avec Franciscans International et d'autres ONG, parrainé des séminaires et des réunions au Palais des Nations, à Genève, sur les questions suivantes : le droit au développement, la traite des êtres humains et les droits des populations autochtones. Par l'intermédiaire de son bulletin, de son site web <www.un.op.org>, de discours dans divers groupes et dans des réunions publiques, notre organisation a également fourni à ses membres des informations sur les activités des Nations Unies dans différents domaines. Nous avons publié sur notre site web des déclarations importantes du Haut Commissaire aux droits de l'homme et du Secrétaire général des Nations Unies et des rapports de plusieurs organes chargés de l'application des traités et d'autres institutions des Nations Unies. Nous avons utilisé les sites web et les bulletins d'autres organisations qui s'intéressent à nos activités aux Nations Unies. De plus, nous avons organisé, en collaboration avec Franciscans International, des sessions de

formation et d'information sur la traite des êtres humains, le droit au développement et les instruments et les mécanismes des Nations Unies pour les droits de l'homme.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a aidé ses membres à assister à des réunions et à soumettre des informations aux organes chargés de l'application des traités tels que le Comité de l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a assisté et a participé aux sessions suivantes du Social Forum (Forum intersession sur les droits économiques, sociaux et culturels), en juillet-août 2004, pendant la session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, à Genève.

Social Forum (Forum intersession sur les droits économiques, sociaux et culturels), en juillet-août 2005, pendant la session de 2005 de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, à Genève.

Nous avons également participé aux sessions d'information parrainées par le Bureau de la Commission des droits de l'homme. Des membres de notre délégation ont assisté aux sessions d'information avec le Bureau de la Commission des droits de l'homme, au Palais des Nations, à Genève, organisées par le secrétariat, pendant les sessions de la Commission des droits de l'homme en 2002, 2003, 2004 et 2005, à Genève.

En septembre 2003, des membres de Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) ont également participé à la réunion annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, à New York.

Dominicains pour justice et paix (Ordre des frères prêcheurs) a fait siens les objectifs du Millénaire pour le développement et les a incorporés dans son plan de travail pour 2006-2008. Les membres ont décidé de se concentrer sur l'Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim (l'accent étant mis sur les inégalités économiques) et l'Objectif 10 : Assurer un environnement durable (l'accent étant mis sur la vulnérabilité des systèmes écologiques du monde).

2. Indonesian Child Welfare Foundation

(Statut consultatif spécial accordé en 2002)

1. Introduction

L'Indonesian Child Welfare Foundation a été créée le 17 juillet 1979 en s'inspirant de la Déclaration des Nations sur les droits de l'enfant. La Fondation s'efforce de sensibiliser les communautés aux droits de l'enfant de survivre, de croître et de se développer pour devenir un individu avec dignité humaine.

Notre but est d'aider les enfants indonésiens à devenir des citoyens forts, de qualité et regardant vers l'avenir afin de créer une société indonésienne prospère et indépendante.

Nous avons pour mission d'améliorer la qualité de la vie et le bien-être des enfants indonésiens en accroissant la sensibilisation du public, les connaissances et la capacité des enfants de développer leur potentiel conformément à leurs droits et de créer un environnement qui fournisse des chances, un appui, la liberté et la protection pour le développement mental, physique, moral, spirituel et social des enfants indonésiens.

Branches de l'Indonesian Child Welfare Foundation : 19 villes : Nanggroe Aceh Darussalam, Sumatra du Nord, Riau, Jambi, Sumatra occidentale, Sumatra du Sud, Bengkulu, Jakarta, Java du centre, Java orientale, Bali, West Nusatenggara, Kalimantan de l'Ouest, Kalimantan de l'Est, Sulawesi du centre, Sulawesi du Sud, Gorontalo, North Bangkulu, Indramayu.

Sources de financement

Sociétés; Indonesia Bank, Mandiri Bank, Niaga Bank, Bali Bank, HSBC, Du Pont, McDonald, Indofood Sukses Makmur, DuPont, Aqua-Danone, Visa International, Freeport, Allianz Insurance, Manulife Insurance, Kalbe Farma, Total FinaElf, Agung Automal, CV Colruyt (société belge), Bourse de Jakarta, SCTV, RCTI, Hôtel Sheraton Media, Hôtel Mid Plaza Int., Hôtel Mulia, Unilever, Nestlé, Kedaung Group, Siemens, Tetra Pak, Martha Tilaar, Bridge Builder, PT Praweda Cipta Karsa Informatika, IBM, Metro Data, Senayan City, etc.,

Institutions : Ministère des affaires sociales, National Democratic Institute (NDI), Kiwanis Clubs of Jakarta, Ministère de la justice et des droits de l'homme, Ministère de l'éducation nationale, Mercy Corp. International, Childhope Asie-Philippines, Fondation Ford, Asia Foundation, AMIC Singapour, AAFLI, ICC Paris, Banque asiatique de développement, Commission internationale catholique pour les migrations, Kokyo naki Kodomotachi (KnK) Japon, etc.

2. Participation aux travaux du Conseil économique et social :

- A assisté à la quatrième session du Comité préparatoire du Sommet mondial sur le développement durable, Nusa Dua, Bali (Indonésie), 27 mai-7 juin 2002;
- A assisté au Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002;
- A assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies – Un monde digne des enfants, New York, 8-11 mai 2002.

3. Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

OIT/IPEC – Programme (projet pilote) sur :

1. La prévention de la traite des enfants aux fins de travail et d'exploitation sexuelle : Indramayu (Java occidentale), février 2004-novembre 2005. Cible : les enfants de moins de 18 ans, particulièrement les filles. Fournir une éducation dans le Centre d'enseignement communautaire.
2. Lutte contre l'exploitation des enfants employés de maison à Karawang et Bekasi (Java occidentale), 2002-(2006). Cible : enfants employés de maison entre 15 et 18 ans dans un centre d'enseignement communautaire.
3. S'attaquer à la question des enfants trafiquants de drogues grâce à une approche scolaire, Duren Sawit, East Jakarta, mars 2005-(septembre 2006).

UNICEF – Programme sur :

1. Concours de rédaction pour les étudiants de troisième et quatrième années des écoles secondaires en Indonésie. 2004-(2006).
2. Atelier sur la participation des enfants dans 18 provinces, organisé en coopération avec des ONG internationales et nationales, 2005.
3. Mobilisation et élaboration de politiques en ce qui concerne les écoles amies des enfants, dans 11 provinces, 2005-(2006).

UNESCO – Programme sur :

La formation des enseignants et des étudiants à la connaissance des médias, Jakarta, 8 et 9 décembre 2004.

4. Autres activités pertinentes

1. L'Indonesian Child Welfare Foundation s'efforce activement de promouvoir la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
2. Depuis le 13 mai 2004 jusqu'à présent, l'Indonesian Child Welfare Foundation a entrepris des activités visant à promouvoir le concept des villes amies des enfants, qui est une initiative de l'UNICEF.

Ces deux activités ont été réalisées en collaboration avec le Ministère de l'autonomisation des femmes.

3. Centre international de recherche sur les femmes

(Statut consultatif général accordé en 1998)

Première partie – Introduction

Depuis 1976, le Centre international de recherche sur les femmes s'efforce de réaliser les buts interdépendants consistant à renforcer le pouvoir et la participation des femmes et à mettre fin à la pauvreté dans le monde en développement. La recherche novatrice du Centre identifie des solutions pour améliorer la vie des femmes et des filles, et notre plaidoyer auprès d'experts, de dirigeants et de décideurs transforme ces idées en actions. Nos recherches aident les organisations à fonder leurs décisions sur la réalité et fournissent des directives et « idées pouvant être mises en œuvre » afin de renforcer leurs programmes. Nous travaillons avec des femmes et des communautés entières, nous formons des partenariats avec d'autres organisations afin de provoquer un changement social dans les domaines suivants : l'adolescence, le VIH/sida, la nutrition et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la santé en matière de procréation et la population, la violence à l'égard des femmes et les droits des femmes. Le Centre a son siège à Washington et a un bureau extérieur à New Delhi (Inde) ainsi que des bureaux à Andhra Pradesh (Inde) et Kampala (Ouganda).

Deuxième partie – Contribution du Centre aux travaux des Nations Unies

i) **Participation aux travaux du Conseil économique et social.** Au début de 2004, sur l'invitation du Secrétaire général, la Présidente du Centre, Geeta Rao Gupta, a été coprésidente du Groupe de haut niveau sur l'emploi des jeunes de l'OIT et a aidé à élaborer des recommandations tenant compte de l'égalité entre les sexes afin de renforcer les possibilités d'emploi des jeunes femmes et hommes. En outre, de 2002 à 2005, le Centre international de recherche sur les femmes a participé à un certain nombre de réunions et de conférences des Nations Unies.

1. **Table ronde sur « l'éducation et l'alphabétisation »** organisée le 29 juin 2005 par l'UNESCO et l'UNICEF lors du segment de haut niveau de la session de l'ECOSOC aux Nations Unies à New York. La Présidente du Centre a pris la parole et est intervenue en tant qu'experte.

2. **« Conditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé »**, Nations Unies, New York, 23 et 24 juin 2005. La Présidente du Centre a fait une déclaration (A/RES/59/21) sur les sept priorités identifiées par l'Équipe du projet objectifs du Millénaire qui sont essentielles pour la réalisation de l'objectif de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

3. **Table ronde sur l'élimination de la pauvreté et de la faim, organisée par la FAO/FIDA/PAM** le 16 mars 2005, aux Nations Unies à New York, travaux préparatoires pour le segment de haut niveau de la session de l'ECOSOC. La Présidente du Centre a pris la parole et est intervenue en tant qu'experte.

4. **« Women and AIDS U.S. Tour : Empower Women, Save Lives »** organisé par la Global Coalition on women and AIDS, ONUSIDA, à New York, Chicago et

Washington, du 2 au 8 mars 2005. La Présidente du Centre a été un dirigeant et a fait une déclaration.

5. Seizième réunion du Comité de coordination du Programme de l'ONUSIDA, Montego Bay (Jamaïque), 14 décembre 2004. La Présidente du Centre international de recherche sur les femmes a soumis un document intitulé « Women, Girls and HIV : The paradox of low risk and high vulnerability ».

ii) **Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées.** Le Centre a entrepris de nombreux projets en coopération avec des organes des Nations Unies. Le 22 décembre 2003, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé au Secrétaire général de réaliser une étude en profondeur sur les formes, les conséquences et les coûts de la violence à l'égard des femmes. Agissant dans le cadre de son statut consultatif auprès des Nations Unies, le Centre a rédigé un chapitre du rapport pour la Division de la promotion de la femme qui était chargée de la préparation de l'étude. Le chapitre du Centre, intitulé « Formes, conséquences et coûts de la violence à l'égard des femmes », souligne le continuum de la violence à l'égard des femmes pendant toute leur vie, les divers types de violence perpétrés par la famille, la communauté et l'État, les incidences de la violence sur le développement des femmes, les coûts économiques et sociaux de la violence à l'égard des femmes et les barrières érigées par les gouvernements s'agissant de reconnaître et de remédier à la violence à l'égard des femmes.

De 2002 à 2005, la Présidente du Centre a été la coordinatrice de l'Équipe du projet objectifs du Millénaire sur l'éducation et sur l'égalité entre les sexes créée par le Secrétaire général des Nations Unies et l'Administrateur du PNUD. Elle est coauteur, avec deux membres du personnel du Centre, du rapport de l'Équipe 3 des objectifs du Millénaire pour le développement intitulé « Action: Achieving Gender Equality and Empowering Women ». En collaboration avec des experts du monde entier, le Centre a identifié sept priorités pouvant aider à réaliser ces objectifs, les a soumises à l'Assemblée générale des Nations Unies et est parvenu à les faire toutes adopter au Sommet mondial tenu en septembre 2005. Des organisations féminines du monde entier ont dorénavant le mandat d'assurer que leurs gouvernements sont responsables de tenir leur promesse d'améliorer la vie des femmes.

Le Centre international de recherche sur les femmes est l'organisme pivot de la Global Coalition for Women and AIDS (parrainée par l'ONUSIDA), jouant un rôle moteur en ce qui concerne la question des droits des femmes et des filles à la propriété et à l'héritage. En partenariat avec la Global Coalition for Women and AIDS et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Centre a mis en œuvre le programme de dons à faible montant pour la réduction de la vulnérabilité des femmes et des filles au VIH/sida grâce au renforcement de leurs droits à la propriété et à l'héritage. Le programme des droits à la propriété fournit un don de 25 000 dollars E.-U. sur une période d'un an à des organisations en Afrique du Sud, au Kenya, au Malawi, au Rwanda et au Zimbabwe afin d'examiner les liens qui existent entre le VIH et le Sida et les droits des femmes et des filles à la propriété et à l'héritage; de mettre à l'essai et documenter des stratégies en vue de renforcer ces liens; et de partager leurs résultats.

Le Centre travaille avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) afin de déterminer les coûts de la violence à l'égard des femmes. En collaboration avec le Service de la parité des sexes et des droits de l'homme du FNUAP et grâce à un appui technique du bureau du FNUAP à New York, des

équipes d'appui au pays, des divisions géographiques et des bureaux extérieurs ainsi que d'autres organisations dans le pays, le Centre réalise une étude quantitative et qualitative visant à estimer les coûts de la violence au foyer au Bangladesh, au Maroc et en Ouganda, en utilisant des méthodologies élaborées par le Centre grâce à un financement du FNUAP en 2004. Le projet a pour but : a) d'élaborer une méthode pouvant être reproduite pour estimer efficacement les coûts de la violence au foyer aux niveaux des ménages et des communautés; et b) de renforcer la capacité des organisations partenaires dans les pays de fournir des estimations des coûts directs et indirects de la violence à l'égard des femmes. Outre les estimations recueillies dans les trois pays susmentionnés, le Centre diffusera un manuel sur la méthodologie et une brochure de sensibilisation au modèle, à son applicabilité et aux résultats de l'étude pilote. Bien que l'estimation de l'impact de la violence dans les pays en développement doive faire face à de nombreux défis, elle représente un pas en avant vers la galvanisation de l'appui du pays afin de remédier à la violence contre les femmes, d'élaborer des stratégies réalistes et d'assurer l'allocation de ressources adéquates.

iii) Initiatives prises par le Centre international de recherche sur les femmes à l'appui des objectifs de développement arrêtés au niveau international.

On trouvera ci-dessous des résumés sélectionnés des travaux du Centre à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement :

Réduire la malnutrition et la faim : Le Centre est le secrétariat de l'Initiative pour la nutrition et l'égalité des sexes. L'Initiative met en place des stratégies afin de réduire la malnutrition pendant tout le cycle de vie en identifiant les moyens d'améliorer le poids des nouveau-nés, de prévenir la malnutrition des nourrissons et d'améliorer la condition nutritionnelle des femmes et des adolescentes. Les stratégies sont fortement axées sur l'égalité entre les sexes et cherchent à comprendre comment autonomiser les femmes en renforçant leurs rôles, leur statut social et leurs possibilités de prendre des décisions et de quelle manière cela peut conduire à des améliorations de la condition nutritionnelle. L'Initiative œuvre en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud, deux régions ayant d'énormes besoins en la matière.

Améliorer les services de santé en matière de procréation pour les filles. Le Centre a lancé de multiples programmes visant à remédier au manque de pouvoir des filles de prendre des décisions et d'avoir accès aux services de santé en matière de procréation. En Inde et au Népal, le Centre a mis à l'essai des approches participatives afin d'améliorer la santé et le bien-être des adolescents. En se fondant sur ces résultats, le Centre a créé la Development Initiative on Supporting Healty Adolescents (DISHA), en collaboration avec six partenaires à Bihar et à Jharkhand, en Inde. DISHA a élaboré et mis en œuvre des programmes novateurs dans plus de 200 communautés afin de traiter des facteurs sanitaires, socioculturels et économiques qui ont un impact sur la santé en matière de procréation des jeunes.

Mettre fin au mariage des enfants : Se fondant sur les résultats de ses larges recherches, le Centre est parvenu à attirer l'attention du Coordonnateur principal des questions féminines du Département d'État des États-Unis sur les multiples façons dont le mariage des jeunes filles viole leurs droits de l'homme et fait obstacle au développement économique et social. Comme suite à une demande urgente du Centre, en mars 2005, le Département d'État a envoyé un télégramme à toutes les ambassades et missions américaines leur demandant de faire rapport sur l'étendue et

sur les conséquences du mariage des enfants dans leurs pays respectifs. Ce télégramme envoyé à tous les départements et consulats a été le premier axé sur la question du mariage des enfants. Le personnel du Département d'État dans 178 missions a répondu à ce télégramme et 70 ont indiqué que le mariage des enfants était un problème n'ayant pas été examiné. Ces réponses ont conduit le Département d'État à commencer à faire rapport sur le mariage des enfants en tant que violation des droits de l'homme dans ses rapports de pays annuels, ce qui a beaucoup rehaussé sa visibilité et provoqué une réponse.

Réduire la stigmatisation du VIH et du Sida : En 2003, les travaux entrepris par le Centre sur la stigmatisation et la discrimination liées au VIH/Sida ont conduit à l'élaboration et à l'introduction d'une pochette de réduction de la stigmatisation publiée en collaboration avec l'Academy for Educational Development. La pochette est un outil précieux pour les efforts du Centre de mettre à l'essai sur le terrain et valider les indicateurs de la stigmatisation; elle a mis en place un cadre d'évaluation de l'impact et de l'efficacité des programmes existants de réduction de la stigmatisation, fourni des recommandations en vue d'entreprendre des interventions, et aidé à l'élaboration de nouvelles politiques et nouveaux programmes dans le monde entier. Créée pour être utilisée au niveau communautaire, la pochette a été largement distribuée dans de nombreux pays africains et a depuis été améliorée et traduite dans plusieurs langues et adaptée en vue de son utilisation dans d'autres régions du monde.

4. Collège international de chirurgiens

(Statut consultatif spécial depuis 1970)

Le Collège international de chirurgiens a pour mission d'améliorer la vie des patients dans le monde entier grâce au développement et à l'éducation de nos membres et aux progrès réalisés dans ce domaine. Le Collège a quatre missions à remplir : d'enseigner, de réaliser des recherches, de communiquer et de servir en tant que dirigeant dans la réalisation de ces objectifs. Trois objectifs doivent être réalisés concurremment, notamment fonctionner en tant qu'entité mondiale unique, explorer les frontières des connaissances dans les domaines de la médecine et de la santé en général et encourager la participation de tous les membres. Le Collège international de chirurgiens a été fondé en 1935 et est ouvert à toutes les nationalités, races et croyances. Le Collège international de chirurgiens a environ 8 000 membres spécialisés dans la médecine générale et la chirurgie dans plus de 100 pays. Les membres sont répartis dans 60 sections nationales qui sont ensuite organisées en six fédérations mondiales. En tant qu'organisation non gouvernementale, le Collège international de chirurgiens entretient des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et est la seule société chirurgicale mondiale à entretenir des relations officielles avec l'OMS.

Une grande partie des activités entreprises par le Collège international de chirurgiens dans le cadre des Nations Unies sont associées à l'OMS. Parmi d'autres activités entreprises avec les Nations Unies au cours de la période à l'examen, il convient de citer la conférence pour la lutte contre le tabac au Siège des Nations Unies à New York, à laquelle a assisté le Directeur exécutif international du Collège international de chirurgiens.

Deuxième partie

Le Directeur exécutif international et le Représentant officiel du Collège auprès de l'Organisation mondiale de la santé, plus d'autres représentants de haut niveau du Collège international de chirurgiens ont assisté aux cent-quatorzième, cent-douzième, cent-dixième et cent-huitième sessions de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève (Suisse), pendant les années 2005, 2004, 2003 et 2002, respectivement. De plus, le Directeur exécutif international et le Représentant officiel auprès de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres représentants de haut niveau du Collège international de chirurgiens ont assisté aux cent-quinzième, cent-quatorzième, cent-treizième, cent-douzième, cent-onzième, cent-dixième, cent-neuvième et cent-huitième sessions du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, à Genève (Suisse), pendant les années 2002, 2003, 2004, et 2005, au cours des mois de janvier et mai.

Immédiatement après le tsunami en Asie, le Collège international des chirurgiens a été placé sur la liste active des ressources de l'Organisation mondiale de la santé afin d'envoyer des chirurgiens dans les régions où ils étaient nécessaires.

En janvier 2005, le Directeur exécutif international a conféré directement avec le Directeur régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé afin de planifier une réunion conjointe entre les deux organisations à Brazzaville (République du Congo), à laquelle ont assisté des décideurs et des personnes chargées des politiques des départements de la santé publique et de la chirurgie d'environ 20 pays d'Afrique sub-saharienne. En mai 2006, le Directeur exécutif

international du Collège international de chirurgiens a visité le Bureau régional pour l'Afrique, à Brazzaville (République du Congo) afin poursuivre la planification de cette réunion. Cette réunion conjointe avait pour objectif d'améliorer les soins de santé dans les régions respectives. La planification entreprise durant la période à l'examen, débouchera certainement sur une réunion conjointe, qui sera tenue à Brazzaville en novembre 2006.

En ce qui concerne les initiatives entreprises par le Collège international de chirurgiens à l'appui des objectifs de développement arrêtés au niveau international, les activités du Collège international de chirurgiens ont été principalement axées sur l'amélioration des soins médicaux et sur l'aide à la prestation de ces soins dans les pays les moins développés du monde. Les activités spécifiques, représentant un exemple du nombre d'activités d'enseignement et d'activités chirurgicales directes, comprennent des équipes d'enseignement de la chirurgie, généralement parrainées par des sections spécifiques du Collège international de chirurgiens et la fourniture de bourses à de jeunes chirurgiens qui désirent poursuivre une formation spécialisée dans d'autres pays. On trouvera ci-dessous quelques exemples :

La Section suisse du Collège international de chirurgiens a envoyé des équipes chirurgicales en Mongolie en 2002, 2003, 2004 et 2005. Ces équipes fournissent des instructions chirurgicales dans les salles d'opération et enseignent en dehors des salles d'opération. La Section suisse a également fournit des équipements médicaux que l'équipe a emmenés à Ulaanbaatar (Mongolie). Chaque année, l'équipe chirurgicale de la Section suisse offre également une ou deux bourses à de jeunes chirurgiens en Mongolie pour leur permettre de se rendre en Suisse et recevoir une formation spécialisée additionnelle dans un ou plusieurs établissements médicaux en Suisse.

Un deuxième exemple est la Section hollandaise du Collège international de chirurgiens qui a envoyé une équipe au Malawi en 2005 pour environ trois mois afin d'aider aux soins chirurgicaux courants dans une région où les médecins et les chirurgiens sont peu nombreux et nécessaires.

Le Collège international de chirurgiens a également aidé l'Organisation mondiale de la santé dans le domaine des publications parrainées par l'OMS. Par exemple, pendant la période à l'examen, la première et la deuxième éditions de *Surgery at the District Hospital* ont été éditées par le Représentant officiel du Collège international de chirurgiens auprès de l'Organisation mondiale de la santé. De plus, un ancien Président mondial du Collège international de chirurgiens a été l'éditeur de *One Day Surgery* et aidera l'Organisation mondiale de la santé à en publier les éditions mises à jour.

En outre, pour fournir un appui aux objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, le Collège international de chirurgiens a parrainé cinq congrès scientifiques et médicaux régionaux en 2004 et cinq autres en 2005. Un Congrès scientifique et médical mondial a été parrainé par le Collège international de chirurgiens en 2002 à Taipei (Taiwan, Province de Chine) et en 2004 à Quito (Équateur). Tous ces congrès scientifiques et médicaux régionaux et mondiaux se concentrent sur différentes spécialités en matière de prestation des soins de santé dans diverses parties du monde.

Le *Journal of International Surgery*, qui est le journal officiel du Collège international de chirurgiens a des lecteurs dans le monde entier et est distribué sous

forme imprimée ou électronique. Ce journal complète les efforts déployés par le Collège international de chirurgiens pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. De plus, le site web du Collège international de chirurgiens, <www.icsglobal.org>, est consulté tous les mois par des personnes de plus de 100 pays du monde et il fournit la possibilité et les moyens aux prestataires de soins de santé de demander une assistance au Collège international de chirurgiens.

Vu que la direction du Collège international de chirurgiens représente toutes les parties du monde, comme l'exige la constitution et le règlement administratif du Collège international de chirurgiens, pendant toute la période à l'examen le Collège s'est efforcé de comprendre les besoins du monde en matière de soins de santé et de fournir des services humanitaires dans toutes les parties du monde.

5. Transfert mondial de l'information

(Statut consultatif général accordé en 2002)

Première partie – Introduction

1. Buts et objectifs du Transfert mondial de l'information

Transfert mondial de l'information est une organisation à but non lucratif, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès des Nations Unies depuis 2002, qui s'efforce de promouvoir la santé et l'éducation écologiques. En 1987, inspiré par la tragédie nucléaire de Tchernobyl, Transfert mondial de l'information a été créé en reconnaissance du besoin pressant de fournir, aux dirigeants de l'opinion et aux citoyens concernés dans le monde entier, des informations exactes sur notre environnement mondial en détérioration et sur ses effets sur la santé de l'homme.

2. Grandes lignes d'action

- *World Ecology Report (WER)*. Publié depuis 1989, le *World Ecology Report* est un recueil trimestriel de questions critiques en matière de santé et d'environnement, publié en anglais, arabe, espagnol, russe et ukrainien qui est distribué à des milliers de citoyens dans tout le monde en développement et développé.
- *Conférence sur la santé et l'environnement : partenaires mondiaux pour des solutions globales*. Depuis 1992, Transfert mondial de l'information a convoqué un forum pour la présentation de documents scientifiques par des experts internationaux sur la preuve clinique croissante du lien qui existe entre la dégradation de l'environnement et l'amoindrissement de la santé humaine. Entre 2002 et 2005, des conférences ont été organisées tous les ans au Siège des Nations Unies à New York et les documents scientifiques présentés sont disponibles sur le site web de Transfert mondial de l'information.
- *Projet de bibliothèque CD ROM sur la santé et l'environnement*. Réalisé en Roumanie, en collaboration avec notre organisation membre, Humaninfo, ce projet consiste en une bibliothèque de CD ROM, dont chacun se concentre sur un sujet faisant partie de l'ensemble des thèmes de l'information en matière de développement et de santé et jette un pont sur la « fracture numérique ». Le projet se poursuit et d'autres thèmes sont examinés. Entre 2002 et 2005, nous avons élaboré des CD ROMS sur le VIH/sida, en partenariat avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'égalité entre les sexes et le VIH/sida, en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et le CD ROM pour les écoles, s'adressant spécifiquement à un pays, a été distribué dans l'Ukraine de l'Ouest.
- *Aide humanitaire*. Transfert mondial de l'information fournit des secours humanitaires aux hôpitaux et orphelinats dans les régions dévastées par la dégradation de l'environnement. Nos expéditions comprenaient de l'équipement médical pour les installations médicales pédiatriques, des ordinateurs et des téléphones, des vêtements, des jouets et des fournitures scolaires pour les enfants doués.

- *Programme de bourses.* Pendant toute l'année, Transfert mondial de l'information fournit des bourses aux jeunes gens étudiant la diplomatie internationale, la santé internationale et le développement durable. Depuis 2002, ce programme a été élargi pour inclure, outre des étudiants des États-Unis, des étudiants de l'Allemagne, du Canada, de la Chine, de l'Inde et du Kenya.
- *<www.worldinfo.org>.* Le site web de transfert mondial de l'information fournit des informations à jour fondées sur des résultats scientifiques concernant la relation entre la santé humaine et l'environnement naturel, notamment les documents de la conférence annuelle de Transfert mondial de l'information, les *World Ecology Reports* archivés et notre nouveau *Ecology Enquirer*, un bulletin rédigé par nos internes à l'intention des jeunes gens.
- *Projet international pour l'élimination des polluants organiques persistants.* Dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Stockholm et en tant que membre du Comité directeur du Réseau international pour l'élimination des polluants organiques persistants, le bureau du Directeur régional pour l'Afrique, résidant en Égypte, est devenu un centre régional pour le Projet international pour l'élimination des polluants organiques persistants du Réseau international pour l'élimination des POP. (2004 et 2005).
- *Centres pour la santé et l'environnement.* Les centres ont pour but de promouvoir la recherche et l'éducation : en Europe de l'Est, le centre de Lviv (Ukraine); et au Moyen-Orient, le centre de Beyrouth (Liban).

En 2002, Transfert mondial de l'information a été doté du statut consultatif général.

Deuxième partie – Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

1. **Participation aux travaux du Conseil économique et social, de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences :** 2002 : *Le Sommet mondial sur le développement durable* (Johannesburg, Afrique du Sud, 26 août-4 septembre). Le Directeur régional pour l'Afrique de Transfert mondial de l'information a assisté au Sommet; il a distribué des *World Ecology Reports* et des CD ROMS pertinents provenant de notre projet de bibliothèque informatisée (voir ci-dessus); il a participé au Forum des ONG. *Dixième session de la Commission du développement durable servant de Comité préparatoire au Sommet mondial sur le développement durable*, Comité préparatoire II, 28 janvier-8 février 2002, New York; Comité préparatoire III, 25 mars-5 avril, New York. Quatre représentants de Transfert mondial de l'information ont assisté à chacune des sessions du Comité préparatoire et y ont distribué du matériel pertinent. *Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants* (New York, 8-10 mai). Tel que convenu avec le Président de la session extraordinaire, Transfert mondial de l'information a distribué aux délégations officielles les résultats de sa Conférence sur la santé et l'environnement intitulée, « Antécédents de l'enfance aux maladies adultes » (voir ci-dessus). *Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement* (Madrid, Espagne, 8-12 avril). Transfert mondial de l'information a organisé une réunion parallèle intitulée : « Communicating The Health Impact to Older Persons in Eastern Europe of Regional Environmental Damage » (Communiquer aux personnes âgées en

Europe de l'Est, l'impact sur la santé des dommages à l'environnement régional), parrainée par le Gouvernement ukrainien. *Quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme* (New York, 4-15 mars). Quatre représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté. 2003 : *Le Sommet mondial sur la société de l'information* (Genève, Suisse, 10-12 décembre). Deux représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté; ils ont participé au Forum des ONG et autres réunions sur l'information en matière de santé. *Quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme* (New York, 3-14 mars). Quatre représentants y ont assisté. *Onzième session de la Commission du développement durable* (28 avril-9 mai). Quatre représentants y ont assisté. 2004 : *Troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones* (New York, 10-21 mai). Trois représentants y ont assisté et y ont distribué des *World Ecology Reports*. *Douzième session de la Commission du développement durable* (New York, 14-30 avril, Treizième Conférence internationale de Transfert mondial de l'information sur la santé et l'environnement : partenaires mondiaux pour des solutions globales, sur le thème « Faire le lien entre les conflits et l'environnement et la population », 29 et 30 avril, en tant que réunion officielle parallèle à la treizième session de la Commission du développement durable. La conférence était coparrainée par le Gouvernement croate, le Gouvernement ukrainien, l'OMS, ONUSIDA, Physicians Weekly et Walden Media, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). *Forum mondial sur la gouvernance de l'Internet* (New York, 25-27 mars). Deux représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté. *Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme* (New York, 1^{er}-12 mars). Quatre représentants y ont assisté. 2005 : *Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida* (New York, Siège des Nations Unies, 2 juin). Cinq représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté et y ont distribué deux numéros du *World Ecology Reports*, été 2004, rédigé pour la Réunion de haut niveau et automne 2004 (Numéro de la conférence) et distribué des CD ROMS sur le VIH/sida, mis au point en collaboration avec l'ONUSIDA. *Conseil économique et social* (New York, 29 juin-27 juillet) *Segment de haut niveau, 1^{er} juillet* : le Président de Transfert mondial de l'information a donné lecture d'une déclaration sur les objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé. *Cinquième session du Forum des Nations Unies sur les forêts* (New York, Siège des Nations Unies, 16-27 mai). Cinq représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté et ont distribué le *World Ecology Report* (hiver 2003) portant sur les forêts durables. *Quatrième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones* : « Les objectifs du Millénaire pour le développement et les populations autochtones » (New York, Siège des Nations Unies, 16-27 mai). Cinq représentants de Transfert mondial de l'information y ont assisté et ont distribué le numéro du *World Ecology Report* consacré aux Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé. *La Conférence d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* (New York, 2-27 mai). Transfert mondial de l'information y a envoyé trois représentants. *Treizième session de la Commission du développement durable* (New York, 11-22 avril). *réunion parallèle* : « Eau, santé et sécurité de l'environnement », 12 avril, Nations Unies, New York, organisée par Transfert mondial de l'information et coparrainée par : la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies; Environmental Change and Security Project; le Centre Wodrow Wilson, Washington; Stakeholder Forum, San Sebastian (Espagne). *Conférence Beijing + 10 : Quarante-neuvième session de la Commission*

de la condition de la femme (New York, 28 février-11 mars). Transfert mondial de l'information y a envoyé quatre représentants.

2. **Autres réunions des Nations Unies :** *Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique.* L'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques est une approche convenue lors du Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002 qui vise à assurer que, d'ici l'an 2020, l'utilisation et la production des substances chimiques et la gestion des déchets dangereux se fassent de telle manière qu'elles n'entraînent aucun effet néfaste sur la santé des êtres humains et sur l'environnement. Travaillant avec le Réseau international pour l'élimination des POP et en tant que membre du Comité directeur du Réseau, le Directeur régional pour l'Afrique de Transfert mondial de l'information a assisté à trois réunions du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques: Bangkok, novembre 2003; Nairobi, octobre 2004; Vienne, septembre 2005. Travaillant avec le Réseau international pour l'élimination des POP et en tant que membre du Comité directeur du Réseau, Transferts mondial de l'information a envoyé son Directeur régional pour l'Afrique au quatrième Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, à Bangkok, Thaïlande, 1^{er} -7 novembre 2003.

3. **Contribution aux organes des Nations Unies, au Siège et sur le terrain :** Conférences annuelles de Transfert mondial de l'information sur la santé et l'environnement : partenaires mondiaux pour des solutions globales tenues au Siège des Nations Unies à New York.

2005 : Quatorzième Conférence internationale, sur le thème « Concilier les politiques en faveur de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement », 28 avril; coparrainée par le Gouvernement croate et le Gouvernement ukrainien, en collaboration avec le PNUE et appuyée par les Missions permanentes auprès des Nations Unies des Bahamas, de Fidji, de la Lituanie, de l'Ouganda, de la Serbie et Monténégro, de la Tanzanie, du Timor oriental et de la Thaïlande.

2004 : Treizième Conférence internationale, intitulée « Faire le lien entre les conflits et l'environnement et la population » 29 et 30 avril. Cette conférence était une réunion officielle parallèle à la treizième session de la Commission du développement durable. La Conférence a été parrainée par le Gouvernement croate, le Gouvernement ukrainien, l'OMS, l'ONUSIDA, Physicians Weekly et Walden Media, et a été organisée en collaboration avec le PNUE.

2003 : Douzième Conférence internationale, sur le thème « Eau et santé : problèmes et solutions », 24 et 25 avril, coparrainée par le Gouvernement ukrainien, en coopération avec le PNUE et l'UNICEF.

2002 : Onzième Conférence internationale, intitulée « Antécédents de l'enfance aux maladies adultes », 25 et 26 avril, coparrainée par le Gouvernement jamaïcain, le Gouvernement ukrainien et l'American Academy of Pediatrics. Les comptes-rendus de la Conférence ont été fournis à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (Siège des Nations Unies, 6-8 mai)

4. **Initiatives entreprises par Transfert mondial de l'information à l'appui des objectifs du développement** arrêtés au niveau international, en particuliers les objectifs du Millénaire pour le développement.

Tous les thèmes des conférences et les résultats scientifiques publiés dans les *World Ecology Reports*, archivés à l'adresse <www.worlinfo.org>, reflètent le mandat de Transfert mondial de l'information consistant de fournir des informations fondées sur des résultats scientifiques pour l'élaboration des politiques en matière de développement. De 2002 à 2005, Transfert mondial de l'information a utilisé les Objectifs du Millénaire pour le développement pour les principaux thèmes de sa Conférence annuelle sur la santé et l'environnement; les Objectifs du Millénaire pour le développement ont formé la base de nos CD ROMS sur le VIH/sida élaborés en collaboration avec l'ONUSIDA et l'UNIFEM.

Publication : *Human and Environmental Security: An Agenda for Change*, Earthscan. Londres, 2005. Le Président et le Directeur exécutif de Transfert mondial de l'information ont rédigé le Chapitre intitulé : « Securing a Healthier World ».
